

Cahier des clauses techniques particulières

CCTP

n° 2025-GHTA-XXXX

Accord cadre à bons de commande

Astreinte électrique

Sommaire

1. Objet du marché :	3
2. Etablissements concernés, périmètre et répartition en lots	3
3. Modalités générales de pilotage des prestations	3
4. Attentes générales de chaque établissement de santé	3
5. Définition des prestations de type astreinte électrique	3
5.1. Prestations à traiter dans le cadre de l'astreinte électrique	4
5.2. Equipements non compris dans le cadre de l'astreinte électrique	4
6. Remplacements de pièces détachées et consommables	5
7. Modalités de mobilisation de l'astreintes	5
7.1. Périodes de mise en œuvre de l'astreinte :	5
7.2. Horaires couverts par l'astreinte	5
7.3. Recours à l'astreinte (modalités d'appel)	6
7.4. Délais d'intervention	6
8. Moyens à disposition du titulaire :	6
8.1. Moyens humains du titulaire :	6
8.2. Moyens matériels du titulaire :	7
8.3. Moyens mis à disposition par les Centres Hospitaliers :	7
9. Niveau de maîtrise de site requis :	7
10. Prise en compte des installations en l'état :	8
11. Modalités de suivi et traçabilité des interventions :	8
11.1. Modalité générales de suivi des interventions :	9
11.2. Contenu des rapports d'intervention :	9
12. Contraintes générales liées aux interventions techniques	9
13. Autres obligations des contractants	10
13.1. Responsabilité générale du Titulaire :	10
13.2. Obligations de l'établissement :	10
13.3. Contrôles divers :	10
14. Intervention en présence d'amiante :	10
15. Consignes générales d'hygiène et de sécurité :	11
15.1. Comportement :	11
15.2. Equipement :	11
15.3. Hygiène et sécurité générale :	11
15.4. Stockage des matériels et matériaux :	12
15.5. Permis de feu :	12
15.6. Travaux relatifs aux courants électriques :	12
15.7. Coupures sur réseaux de distribution :	12
15.8. Risque incendie :	12
15.9. Circulation :	12
15.10. Tabac :	12
Annexes	13

1. Objet du marché :

Le présent marché a pour objet une prestation d'astreinte électrique (interventions urgentes principalement en dehors des horaires de présence des Services techniques) sur une partie des établissements du GHT territoire d'Auvergne.

Le présent marché n'intègre pas de prestations de maintenance préventive.

2. Etablissements concernés, périmètre et répartition en lots

Les prestations sont alloties comme suit :

Lot	Etablissement	Type d'installation à couvrir
unique	Centre Hospitalier Guy Thomas de Riom	Astreinte électrique (Installations électriques courants forts et courants faibles)

Une description des établissements figure dans les annexes au présent CCTP :

- Annexe 1 : Plans masse établissements
- Annexe 2 : Fiches de sites

3. Modalités générales de pilotage des prestations

Une fois le marché attribué, le pilotage des prestations est du ressort de chaque établissement :

L'établissement précise avec le Titulaire, dans le respect des pièces du marché, les modalités exactes de mise en œuvre des prestations qu'il souhaite voir appliquées sur ses différents sites et dans ses différents services.

4. Attentes générales de chaque établissement de santé

Dans la limite du périmètre technique et du niveau de prestation qui lui est confié, il est attendu du Titulaire qu'il concoure, pour chaque site où il est amené à intervenir, à la continuité des différentes activités de l'établissement :

- Maintien en situation de fonctionnement de l'ensemble des activités d'hospitalisation et de soins (hébergements, plateaux techniques, ...)
- Maintien en situation de fonctionnement de l'ensemble des fonctions supports (médecotechniques, techniques, administratives, logistiques, de production, de logement, de stockage) concourant au bon fonctionnement des secteurs d'hospitalisation et de soins.

5. Définition des prestations de type astreinte électrique

Les prestations de type astreinte électrique consistent à traiter, sur demande d'intervention de l'établissement concerné, les problématiques constatées sur le réseau électrique.

Ces prestations intègrent une mise en sécurité des installations défaillantes, et une remise en service des installations nécessaire au bon fonctionnement de tous les types de services :

- Remise en service des secteurs ayant subi une disjonction.
- Recherche et traitement des défauts à l'origine des perturbations (par exemple

disjonctions persistantes) par remise en état ou isolement de la source du défaut.

- Réalimentation des secteurs ou équipements concourant à l'activité permanente de l'établissement (et ne pouvant attendre une remise en service ultérieure).
- Sécurisation par isolement (disjonction ou retrait) des équipements hors réseau électrique en cas de problème électrique (qu'ils soient cause de la perturbation ou qu'ils la subissent).

5.1. Prestations à traiter dans le cadre de l'astreinte électrique

L'astreinte électrique objet du présent marché englobe toute intervention urgente nécessaire sur l'ensemble des équipements électriques du Centre Hospitalier à partir du poste de livraison Enedis, et notamment :

- Postes de livraison Enedis et postes secondaires internes, y compris transformateurs et cellules.
- Organes et réseau de secours (câblage, cellules, etc.).
- Armoires électriques.
- Réseaux courants forts et faibles.
- Ensembles des alimentations (pour équipements fixes et prises de courants).
- Ensembles des équipements fixes courants faibles (appels malades, systèmes d'alarme, etc.).

Nota : les établissements concernés disposent d'un marché de maintenance sur cellules, transformateurs et disjoncteurs principaux avec astreinte mobilisable.

La prestation comprend (notamment dans le cas de secteurs sous régime de neutre de type IT) toute recherche de défaut nécessitant d'être corrigé pour permettre une remise en service durable (c'est-à-dire permettant d'attendre une intervention des Services Techniques).

Suite au signalement d'un problème et dans le cas où, après analyse de la situation, le prestataire ne serait pas en mesure d'effectuer immédiatement l'action corrective (par manque de pièces notamment), il resterait à sa charge de prendre toutes dispositions pour en supprimer les nuisances ou les limiter, afin que la sécurité de la zone concernée et la capacité de maintien de l'activité ne soient pas menacées.

5.2. Equipements non compris dans le cadre de l'astreinte électrique

Ne sont pas compris (sauf sécurisation et/ou réalimentation) :

- Les groupes électrogènes et organes associés.
- Le système de sécurité incendie.
- Les matériels de bureautique, de cuisine, de laboratoire, les équipements médicaux branchés sur prise, les équipements médicaux fixes, les autres équipements mobiles de production.
- Les équipements techniques n'appartenant pas au réseau électrique (ventilations, climatisations, matériels de chauffage, etc.)
- Les armoires et équipements actifs des réseaux numériques, les serveurs informatiques et systèmes téléphoniques.

Nota : les établissements concernés disposent d'un marché de maintenance groupes électrogènes avec astreinte mobilisable.

Nota : les établissements concernés disposent d'un marché de maintenance systèmes de sécurité incendie avec astreinte mobilisable.

Nota : les établissements concernés disposent d'un marché de maintenance onduleurs avec astreinte mobilisable.

6. Remplacements de pièces détachées et consommables

Les pièces détachées et consommables nécessaires aux interventions curatives réalisées dans le cadre de l'astreinte sont réputés intégrés au coût global d'intervention dans les cas suivants :

- Pour une intervention donnée, ensemble de pièces ne dépassant pas 100 euros hors taxes en valeur d'achat.
- Pièces prises dans les stocks mis à disposition par le Centre Hospitalier.

Pour chaque intervention, les pièces remplacées devront être mentionnées dans le rapport d'intervention, en précisant celles devant faire l'objet d'une facturation complémentaire. La facture correspondante devra être adressée à l'établissement concernée sous huit jours après la date d'intervention. Cette facture sera accompagnée d'un justificatif de coût d'achat de la pièce détachée (facture fournisseur).

7. Modalités de mobilisation de l'astreintes

Chaque Etablissement gère en autonomie ses accès à l'astreinte en fonction de ses besoins.

Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) définit un nombre d'interventions incluses dans le forfait annuel d'astreinte. Les interventions réalisées au-delà de ce forfait sont facturées selon le tarif mentionné dans le BPU.

A titre d'information, la moyenne annuelle du nombre de recours à l'astreinte sur les trois dernières années pleines (2022 à 2024) est estimée à :

Centre Hospitalier Guy Thomas de Riom :

Interventions de type astreinte électrique : 7.

7.1. Périodes de mise en œuvre de l'astreinte :

La période de mise en œuvre de l'astreinte intègre l'ensemble des 12 mois de la période de base ou de la période de reconduction commandée, y compris congés, dimanches et jours fériés.

7.2. Horaires couverts par l'astreinte

Horaires d'astreinte pour le Centre Hospitalier Guy Thomas de Riom :

L'astreinte peut être mobilisée en dehors de la présence d'un personnel électricien des Services techniques.

Les Services techniques sont présents :

- Du lundi au vendredi, de 8H00 à 17H30.
- Le samedi de 8H00 à 15H30.

Les personnels électriciens du Centre Hospitalier n'étant pas présents sur la totalité de ces

plages selon les roulements (horaires 8H00-15H30 ou 10H00-17H30 et rotation tous corps d'état sur les samedis).

En cas de nécessité sur des problèmes particuliers (cas de force majeure), ou en cas d'absence des personnels électriciens du Centre Hospitalier (absence imprévue ou hors horaires de présence), le prestataire pourra également être mobilisé durant les heures de présence des Services techniques, après échange avec un représentant de ces derniers.

7.3. Recours à l'astreinte (modalités d'appel)

Les personnels du Centre Hospitalier habilités à solliciter le prestataire pour une intervention sont les suivants :

- Le Directeur du Centre Hospitalier ou son représentant (Administrateur de garde)
- Le responsable des services techniques ou son représentant (agent technique)
- Le responsable du service de sécurité ou son représentant (agent de sécurité)
- Le standardiste en relais de demande.

Le prestataire devra à tout moment pouvoir être joint par téléphone, préférentiellement dans le cadre d'une centrale d'appel. En cas d'appel direct à un technicien, un second contact téléphonique devra être fourni (astreinte encadrement par exemple) afin de palier à tout défaut de communication avec le premier contact.

Les modalités exactes d'appel au prestataire devront être décrites dans l'annexe n°3 au CCTP : cadre de réponse technique. Ces modalités pourront être adaptées pour chaque Centre Hospitalier, d'un commun accord, en fonction des particularités organisationnelles locales.

7.4. Délais d'intervention

Il n'est pas demandé de présence d'un technicien sur site (présence postée).

Délais d'intervention pour le Centre Hospitalier Guy Thomas de Riom :

Le temps écoulé entre l'appel du Centre Hospitalier au prestataire et le début d'intervention du technicien sur site ne devra pas excéder 1 heure.

Le délai d'intervention exact vis-à-vis duquel le prestataire se sera engagé devra avoir été mentionné dans l'annexe n°3 au CCTP : cadre de réponse technique (il deviendra le délai contractuel).

8. Moyens à disposition du titulaire :

8.1. Moyens humains du titulaire :

Pour chaque Etablissement, le titulaire identifie :

- Un responsable technique et administratif (gestionnaire des relations avec le site et de l'organisation de l'astreinte)
- L'ensemble des personnels susceptibles d'intervenir sur le site.

Les personnels participant à l'astreinte sont nommément désignés par le Titulaire en vue de l'exécution du marché et validés par l'établissement avant toute activité.

Le prestataire s'organise pour permettre la continuité de l'astreinte, dans le respect des conditions de son marché. Il dispose à cet effet des ressources humaines suffisantes lui

permettant de couvrir l'ensemble des périodes d'astreinte.

En cas d'appel à un intervenant tiers pour permettre cette continuité des prestations, ce dernier devra présenter un niveau de compétence et de maîtrise du site similaires à ceux du titulaire, et devra avoir été validé préalablement en sous-traitance par le Centre Hospitalier concerné.

L'ensemble des personnels intervenants doivent :

- Disposer des formations, qualifications et niveaux d'habilitation requis pour mener à bien tous types de tâches curatives susceptibles de leur incomber, et notamment les habilitations électriques réglementaires.
- Avoir acquis le niveau de maîtrise du site requis, notamment en suivant les modalités de prise en compte des installations décrites dans l'annexe n°3 au CCTP : cadre de réponse technique et en intégrant les pratiques définies d'un commun accord avec chaque Centre Hospitalier.

Les personnels assurant l'astreinte doivent être autonomes lors de leurs interventions, dès le début du marché.

Hors localisation et accès aux locaux, il n'est pas prévu de mettre à disposition des techniciens du Titulaire un accompagnement lors des interventions.

8.2. Moyens matériels du titulaire :

Afin de mener à bien ses interventions, le Titulaire met à disposition de ses intervenants tous les équipements et matériels nécessaires, y compris nacelles et échafaudages, et notamment les équipements de protection individuelle requis.

8.3. Moyens mis à disposition par les Centres Hospitaliers :

Chaque Etablissement met à disposition du titulaire un certain nombre d'éléments ressource afin de favoriser sa maîtrise technique des sites pris en charge dans le cadre de l'astreinte.

Pour le Centre Hospitalier Guy Thomas de Riom :

- Le recours à une équipe de sécurité présente en 24/24 7/7 pour accès aux locaux.
- Un plan masse avec l'identification des bâtiments.
- Les plans de localisation des armoires électriques du site.
- Les schémas des armoires électriques.
- Un ensemble de pièces détachées de base pour les systèmes d'appel malades (armoire stock pièces aux ateliers)
- Un jeu des principaux disjoncteurs courants en œuvre sur l'établissement (armoire stock pièces aux ateliers)

9. Niveau de maîtrise de site requis :

Les modalités de prise en compte de chaque site que le Titulaire met en œuvre sont décrites dans l'annexe n°3 au CCTP : cadre de réponse technique.

Ces modalités intègrent à minima, avant démarrage de la prestation et avec l'ensemble de l'équipe d'astreinte et le responsable technique et administratif, les actions suivantes pour chaque Etablissement :

- Organisation d'une visite de site, avec identification des organes et réseaux prépondérants.
- Tenue d'une réunion d'échange afin d'évoquer les contraintes et points de difficultés notables.

- Remise des documentations nécessaires.

10. Prise en compte des installations en l'état :

Le Titulaire chargé de l'astreinte prend en charge les installations dans l'état où elles se trouvent, sans pouvoir invoquer à aucun moment leur état ou leur configuration dans le but de se soustraire à ses obligations dans le cadre du présent marché.

Le Titulaire déclare être parfaitement informé de la consistance des bâtiments et des installations au sein desquels il prend en charge une astreinte.

Il ne sera pas tenu compte, après la remise des offres, des réclamations portées sur l'ignorance de la consistance technique ou de l'état des installations.

Modification des installations en cours de marché :

Les établissements se réservent le droit, au cours de l'exécution du marché, de modifier leurs installations.

Sauf cas de force majeure, le Titulaire n'est pas autorisé à modifier les installations sur lesquelles il intervient, sauf accord du représentant de l'Etablissement concerné.

Toute modification significative des installations par un Centre Hospitalier devra faire l'objet d'une information au Titulaire.

En cas de modification lourde de l'installation, l'ajustement du montant du marché sera traité par avenant, à la hausse ou à la baisse, avec l'établissement concerné et précisant :

- La date d'effet de la modification
- Le nouveau montant du marché

Une modification (ou un ensemble de modifications successives) est dite significative lorsqu'elle se situe dans l'un des registres suivants :

- Change radicalement le niveau de technicité requis, en affectant les coûts des matériels nécessaires à la maintenance ou en nécessitant le recours à des intervenants d'un niveau technique différent.
- Modifie significativement le périmètre sous astreinte (augmentation ou réduction d'au moins 5% des surfaces)
- Affecte les coûts liés aux durées d'intervention (éloignement des sites pris en charge)

Régime de neutre :

Il est à noter que chaque établissement dispose d'un ou plusieurs régimes de neutre.

Le régime de neutre est variable selon la conception initiale de l'installation et le type d'activité pratiqué sur tel ou tel secteur d'un Etablissement.

Les actions curatives menées dans le cadre de l'astreinte ne doivent en aucun cas engendrer une modification du régime de neutre ou une réduction de la sécurité électrique de la zone concernée.

11. Modalités de suivi et traçabilité des interventions :

Les modalités exactes de suivi et traçabilité des interventions sont définies avec chaque établissement d'un commun accord avec le Titulaire.

En l'absence de spécificités locales, les modalités générales de suivi sont décrites ci-après.

11.1. Modalité générales de suivi des interventions :

Pour toute intervention demandée, l'intervenant doit :

- Confirmer la prise en compte de l'intervention (identification par édition d'un numéro d'intervention et/ou envoi par mail d'un état de prise en compte).
- S'identifier lors de son arrivée sur site auprès du contact défini pour le site (par exemple l'Equipe de sécurité).
- Rendre compte en fin d'intervention auprès du contact défini.
- Fournir un rapport d'intervention numérique (au format PDF) à destination du ou des interlocuteur(s) défini(s).

Lors du compte-rendu d'intervention, l'intervenant devra décrire avec précision les points de complexité restant à prendre en compte.

Le rapport d'intervention devra parvenir au Centre Hospitalier au plus tard le premier jour ouvré suivant cette intervention.

Sur demande d'un Etablissement, le Titulaire devra être en mesure de fournir un tableau récapitulatif des interventions le concernant pour l'année en cours.

Les établissements dotés d'un système de gestion interne peuvent imposer l'utilisation de celui-ci dès lors qu'ils fournissent un accès système au Titulaire.

11.2. Contenu des rapports d'intervention :

Chaque rapport d'intervention intégrera à minima les rubriques suivantes :

- Numéro d'identification de la demande et horaire d'appel de l'Etablissement.
- Horaire d'arrivée sur site, horaire de départ et durée de l'intervention.
- Nature du problème constaté.
- Description des actions réalisées.
- Etat de situation en fin d'intervention (constat de retour à la normale ou persistance d'un dysfonctionnement).
- Circuits ou équipements non remis en service et motif.
- Description des actions complémentaires restant à pratiquer hors astreinte.

12. Contraintes générales liées aux interventions techniques

Toutes les actions impactant le fonctionnement de l'Etablissement doivent être préalablement portées à la connaissance des Services Techniques / Maintenance de l'établissement pour approbation. Ces derniers doivent également être informés du résultat de toute action entreprise.

Les autorisations de coupure sur tous types de réseaux restent du seul ressort des services techniques de chaque établissement.

Sauf cas de force majeure, les coupures doivent avoir été préalablement autorisées par un représentant de l'établissement dûment habilité.

Chaque établissement est un site occupé en activité permanente (jour, nuit, week-end et fériés). Le Titulaire devra tenir compte, lors de ses interventions, de la nécessité de ne pas perturber l'activité quotidienne des différents services de l'établissement, ce qui pourra notamment l'obliger à :

- Respecter les contraintes d'accès (accès limités à certaines périodes, cheminements obligatoires, etc.).
- Organiser ses actions curatives afin de limiter au maximum les coupures de réseaux.

- Eviter au maximum de réaliser des actions engendrant une indisponibilité de zone (circulations impraticables, pièces inaccessibles, etc.)

Les prix proposés dans le marché doivent tenir compte de cette contrainte, aucun surcoût ne pourra être demandé pour ce motif.

13. Autres obligations des contractants

13.1. Responsabilité générale du Titulaire :

Pendant toute la durée du marché, le Titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés par ses actions, soit aux personnes, soit aux biens, soit aux installations. Le Titulaire prend à sa charge tous les risques de responsabilité civile en découlant (accident, incendie, explosion, vols, dégâts des eaux, etc.)

Le Titulaire assumera également les responsabilités biennales ou décennales des matériels qu'il aura lui-même installés. Pour ce faire, le Titulaire doit avoir souscrit une police d'assurance couvrant l'ensemble des responsabilités ci-dessus évoquées.

Sont concernés les bâtiments où le Titulaire intervient, les bâtiments environnants et les tiers.

Sont exclus les dommages du fait du Maître de l'ouvrage, d'un tiers, résultant d'un défaut de conception ou d'un vice caché de l'installation existante, d'un cas de force majeure reconnu comme tel (guerre, inondation, calamité naturelle, etc.).

Pour chaque année, le Titulaire doit fournir avant le début de l'exercice une attestation d'assurance portant mention de l'étendue des diverses garanties.

Enfin, si les locaux faisant l'objet du Marché cessent d'être conformes à la législation ou à la réglementation en vigueur, le Titulaire, dès qu'il en a connaissance, doit le signaler par écrit au Centre Hospitalier. Ce dernier en accuse réception et définit la conduite à tenir.

13.2. Obligations de l'établissement :

Chaque établissement doit :

- Faciliter l'accès aux locaux et installations au personnel du Titulaire afin de lui permettre d'assurer ses obligations contractuelles.
- Maintenir à ses frais les installations conformes à la législation ou à la réglementation en vigueur.
- Assurer à ses frais les dépenses d'eau et d'électricité, ainsi que les autres prestations et fournitures non comprises dans le marché et nécessaires à la bonne marche des installations.

13.3. Contrôles divers :

Dans chaque Etablissement, les agents du site et organismes de contrôle délégués par lui peuvent à tout moment procéder sous leur responsabilité, à toutes vérifications utiles des installations. Ils peuvent également prendre connaissance sur place et sur pièces, et faire copie, de tous les documents de suivi et documents techniques.

Il en va de même pour les inspecteurs délégués par les organismes de tutelle.

14. Intervention en présence d'amiante :

Le Titulaire devra impérativement respecter les consignes de sécurité propres à chaque établissement émises à l'occasion du plan de prévention et signer le Diagnostic Technique Amiante (DTA) sur demande de l'établissement.

15. Consignes générales d'hygiène et de sécurité :

15.1. Comportement :

Une attitude générale de prévention dans le comportement du personnel, l'organisation du travail et le choix du matériel doit être observée.

Les entreprises sont responsables du respect par leur personnel des consignes de sécurité et de discipline communiquées par affiches ou panneaux, telles que : défense de fumer, interdiction d'accès, etc...

Le responsable technique et administratif est garant du bon comportement de ses personnels. Il est en particulier interdit d'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées sur les lieux de travail. Tout salarié en état d'ébriété ou sous l'emprise de stupéfiants se verrait refuser l'accès à l'établissement.

15.2. Equipement :

Le personnel des entreprises extérieures doit être pourvu de tous les équipements et matériels nécessaires à l'exécution des travaux envisagés et appropriés à la prévention des risques afférents à ces travaux. Le port des EPI est obligatoire.

15.3. Hygiène et sécurité générale :

Les prestations objet du présent marché sont réalisées dans des établissements de santé en activité.

Les personnels de l'entreprise qui interviennent sur le site doivent être en possession du plan de prévention établi conjointement avec un représentant de l'établissement à la suite d'une inspection commune (application du décret n°92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure).

Des règles élémentaires d'hygiène et de comportement doivent être respectées :

- L'activité hospitalière est prioritaire sur l'exécution des travaux. Une coupure de réseau de distribution ou un arrêt d'installation, même programmée, peuvent être décalés ou annulés au dernier moment. De même, la circulation des malades, accompagnants ou visiteurs dans l'enceinte du bâtiment est prioritaire,
- Les déchets produits, quelle que soit leur nature : poussière, copeaux, chutes de câble, de tuyauterie, de plaque de plâtre, ... doivent être collectés et mis sous sac au plus vite. Le transport des déchets dans l'enceinte des bâtiments doit impérativement se faire sous container fermé.
- Les tenues et matériels des intervenants doivent être maintenues propres : les éléments recouverts de poussière ou souillés sont à proscrire.
- les semelles des chaussures doivent être maintenues propres pour tout déplacement à l'intérieur de l'établissement.

Par ailleurs, chaque établissement exige le respect de contraintes particulières d'intervention, en fonction de l'activité dans les zones concernées et de la nature des travaux effectués.

Sont notamment concernés :

- L'accès à certains secteurs (Bloc opératoire, cuisines, chambres accueillant des patient à risque notamment), qui pourra nécessiter le port de tenues spécifiques fournies par l'établissement.
- La réalisation de certaines prestations, notamment celles émettrices de poussières, qui pourra requérir, sans surcoût, des mesures particulières (utilisation d'aspirations à

filtration absolue, confinement par polyane et linge humide, etc.)

15.4. Stockage des matériels et matériaux :

Les matériels et matériaux entreposés le seront sous la seule responsabilité des entreprises qui devront prendre toutes les mesures nécessaires concernant la sauvegarde de leurs biens. Les établissements ne pourront, en aucun cas, être tenus responsables des détériorations ou disparitions qui pourraient se produire.

15.5. Permis de feu :

Les travaux par points chauds (soudure, découpage, meulage, ...) sur les zones d'intervention seront subordonnés à l'obtention d'un permis feu délivré par l'établissement avant leur commencement.

15.6. Travaux relatifs aux courants électriques :

Les entreprises et leur personnel devront se conformer, en matière de prévention électrique, à la réglementation en vigueur et en particulier au décret n°88-1056 du 14 novembre 1988.

Il est interdit au personnel d'une entreprise extérieure d'effectuer un raccordement électrique provisoire sans l'accord de l'établissement.

Il est formellement interdit au personnel d'une entreprise extérieure d'accéder aux postes de transformation électrique sans l'accord du responsable de l'établissement ou de son représentant.

Les accès aux postes de transformation, tableaux de distribution, appareils de coupure, doivent être constamment dégagés pour permettre une intervention rapide.

15.7. Coupures sur réseaux de distribution :

Il est rappelé que toute interruption, même accidentelle, de la distribution d'un fluide (eau, gaz, électricité, fluides médicaux, ...) à l'hôpital, peut représenter pour les patients un risque mortel.

Dans ce cadre, toute coupure, même de courte durée, d'un quelconque réseau de distribution sera subordonnée à l'obtention d'un accord explicite du représentant de l'établissement.

15.8. Risque incendie :

En cas d'odeur, de fumée suspecte ou en présence d'un début d'incendie, le personnel des entreprises devra donner l'alerte en suivant les consignes présentes dans l'établissement.

Le personnel des entreprises veillera à repérer, avant tout commencement d'exécution, l'emplacement et le type des matériels de lutte contre l'incendie disponibles dans le secteur d'intervention.

15.9. Circulation :

La circulation est soumise au Code de la route. Il conviendra de respecter la signalisation, les vitesses maximales autorisées ainsi que les aires de stationnement matérialisées.

15.10. Tabac :

Il est rappelé que les entreprises présentes sur le chantier sont soumises au décret n°2006-1386 du 15 novembre 2006, en vertu de quoi il est interdit à leur personnel de fumer

dans l'établissement.

Les établissements se réservent le droit de suspendre, à tout moment, tout travail pouvant compromettre la sécurité des patients, du personnel ou du public

Annexes

Les annexes au présent CCTP mentionnées dans celui-ci sont listées ci-après :

Annexe 1 : Plans masse établissements

Annexe 2 : Fiches de sites

Annexe 3 : Cadre de réponse technique